

Un humanitarisme élastique

Dans les années 1980, lorsque cela servait ses intérêts, Washington n'a jamais eu le moindre scrupule à soutenir Saddam Hussein, comme d'ailleurs d'autres dictateurs : Marcos aux Philippines, Suharto en Indonésie, le chah en Iran, Somoza au Nicaragua, Batista à Cuba, Trujillo à Saint-Domingue, Pinochet au Chili, Mobutu au Congo-Zaïre, etc. Certains des tyrans les plus sanguinaires restent soutenus par les Etats-Unis, comme le délirant Teodoro Obiang, de Guinée-Equatoriale, reçu avec tous les honneurs à la Maison Blanche en septembre 2002 par le président George W. Bush.

Le nombre immense des morts provoquées par l'embargo imposé par l'Amérique (Il serait question d'un million et demi de morts) relativise aussi fortement l'argument utilisé par les américains pour diaboliser le régime irakien. En 1991, les Etats-Unis ont laissé faire avec un grand cynisme la répression de nouvelles révoltes kurdes et chiïtes car ils craignaient une déstabilisation de la région et une extension de la révolution islamique iranienne.

Les gentils occidentaux ...

On l'a déjà vu, l'Irak n'est n'a pas été gouverné par un Saint. Mais il se trouve que ce même dictateur était autrefois l'ami de l'Occident. Lors de guerre Iran - Irak (1 million de morts), Saddam . Hussein était vu par les dirigeants occidentaux comme un allié fiable contre la menace que représentait à leurs yeux le régime des ayatollahs iraniens. C'était aussi un très bon client, auquel on vendait massivement des armes. Lorsqu'il gazait les populations kurdes irakiennes (1988 Halabjah, 5.000 morts) la Russie, la France et les Etats-Unis y exportaient des armes, y compris des éléments chimiques. Entre 1974 et 1988, la France a signé une trentaine d'accords de coopération militaire avec l'Irak dirigé par Saddam Hussein

Lorsque Saddam Hussein employait des armes chimiques contre les forces iraniennes et les Kurdes irakiens à la fin des années 1980, il agissait avec la bénédiction tacite des Etats-Unis, comme le souligne un article récent du new York Times rappelant que «des agences américaines de renseignement savaient que les commandants irakiens utiliseraient des armes chimiques lors des batailles décisives de la guerre Iran-Irak» et n'ont rien fait pour les arrêter. Un officier haut placé des services de renseignement de défense à l'époque, le colonel Walter P. Lang, a dit au Times que les officiers américains du renseignement «étaient prêts à tout pour que l'Irak ne perde pas» contre l'Iran. «L'utilisation de gaz sur les champs de bataille par les Irakiens n'était pas une cause d'inquiétude au niveau stratégique», a commenté le colonel Lang.

Il y a aussi des indices que les États-Unis ont aidé Saddam Hussein à lancer un programme de production d'anthrax en tant qu'arme biologique. Le Figaro a rapporté en 1998 que les États-Unis et la France avaient fourni à l'Irak des souches du bacille d'anthrax au milieu des années 1980, après que le régime Hussein eût lancé un programme secret d'armes biologiques au début de 1985. Des chercheurs au centre biologique de Rockville, Maryland (American Type Culture Collection) ont confirmé le rapport.

De fait, "au début des années 1980, le plus gros souci des Etats-Unis au Moyen-Orient n'était pas l'Irak, mais le nouveau régime des Mollah en Iran". La chute du shah, homme de l'administration américaine, privait les Américains de leur source privilégiée d'or noir. Les États-Unis optaient alors pour une nouvelle stratégie dans la région. En suivant la théorie des intérêts bien compris "les ennemis de mes ennemis sont mes amis", l'Irak de Saddam Hussein devint le nouvel allié stratégique local de la puissance américaine.

"Outre des équipements militaires, Saddam Hussein reçut une aide économique importante et des livraisons clandestines de munitions." A Washington, personne n'était dupe. "Les responsables américains savaient très bien que Saddam Hussein était un psychopathe. Les États-Unis ont soutenu Hussein et l'Irak dans sa guerre contre l'Iran parce que l'élite dirigeante américaine considérait le régime islamique radical en Iran comme la plus grande menace. Une fois la guerre finie et l'Iran affaibli, Washington a commencé à s'inquiéter face à la perspective de voir un régime nationaliste séculaire à Bagdad devenir une puissance dans la région riche en pétrole. Les dirigeants américains ont alors cherché à créer un prétexte pour une guerre contre l'Irak, et ils l'ont trouvé avec l'invasion du Koweït par le régime irakien le 2 août 1990. Il a été révélé par la suite que l'ambassadeur américain en Irak, April Glaspie avait, dans une conversation qu'elle a eue avec Hussein le 21 juillet 1990, quasiment donné le feu vert, en langage diplomatique, à l'action irakienne, en déclarant: «Nous n'avons aucune opinion en ce qui concerne les conflits entre Arabes». De plus, le général Norman Schwarzkopf avait, plusieurs mois avant l'invasion du Koweït et sur les ordres du général en chef de l'époque, Colin Powell, dressé les plans d'une intervention militaire massive des États-Unis dans le Golfe persique et dirigée contre l'Irak. En juin 1990, Schwarzkopf organisait déjà des batailles simulées mettant aux prises des centaines de milliers de soldats américains contre des divisions blindées irakiennes.

Je t'aime, je t'aime plus...

L'homme qui a rapproché le régime du "psychopathe" Saddam Hussein et l'administration américaine est Donald Rumsfeld. Le 20 décembre 1983, l'envoyé spécial de Ronald Reagan se rendait dans la capitale irakienne pour "affaires". Sans états d'âme, le futur ministre de la Défense de George W. Bush, serrait chaleureusement la main du "boucher de Bagdad". A l'époque, explique "Newsweek", "Donald Rumsfeld savait pertinemment que Saddam Hussein finançait des terroristes et faisait tout pour acquérir la bombe nucléaire". Cependant, il prépara sans scrupule les arrivages de produits chimiques, qui allaient servir quelques années plus tard au gazage des Kurdes dans le Nord irakien... De même, l'aide militaire qu'il promit à Saddam Hussein servit à envahir le Koweït en 1990.

Nord/Sud: maintenir l'échange inégal

Dominer ce n'est pas seulement être le plus fort, c'est aussi maintenir l'autre dans un état de faiblesse. N'est-ce pas l'organisation économique même de la planète qui fait que le Nord n'a pas intérêt à ce que le Sud s'en sorte? Plus concrètement, les bénéfices énormes des multinationales ne sont-ils pas basés en tout premier lieu sur le fait qu'elles sous-paier les matières premières? Ne sont-ils pas la cause du fossé insurmontable entre le monde industrialisé et le tiers monde?

C'est ce que pense Ludo Martens: "Depuis 1980, les pauvres sont devenus encore plus pauvres en termes absolus. Avec la crise du Golfe, Bush, Thatcher et Mitterrand disent: nous interdisons tout ajustement des prix des matières premières, parce que "notre survie" et "notre style de vie" en dépendent! En effet, c'est textuellement le message de Bush au monde arabe: "Nos emplois, notre style de vie, notre propre liberté (...) en souffriraient si toutes les plus grandes réserves pétrolières du monde tombaient entre les mains de ce seul homme: Saddam Hussein." (2)

En clair, poursuit Martens: "Si le pétrole, ou l'uranium, ou le cuivre, ou le cobalt... ou le canal de Panama tombent entre les mains des forces nationalistes du tiers monde, tout le bel édifice de la société capitaliste occidentale risque de s'effondrer."

Comme l'écrit l'économiste africain Samir Amin: "Nous avons assisté au cours de la seconde moitié des années 80, à une énorme offensive du capital international visant à "recompradoriser" le tiers monde, c'est-à-dire à l'asservir, soumettre ses systèmes politiques et économiques à la logique simple de l'expansion du capital, sans concessions. Les plans de réajustement du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque Mondiale font partie de ce programme. L'intervention en cours dans le Golfe en constitue également une expression, la plus violente, mais non la première. Elle a été précédée par la guerre menée par les Contras au Nicaragua; il y a eu l'intervention à Grenade pour mettre en place un régime à la solde des Etats-Unis; l'intervention à Panama, certes confuse du fait de la nature du président de ce pays, mais qui avait néanmoins pour but précisément le maintien de la domination américaine sur la région "stratégique" pour eux; il y a eu de nombreuses interventions françaises, notamment en Afrique, pour maintenir en place des hommes d'Etat qui ne sont pas précisément des démocrates. (...) L'unification du monde par le marché ne suppose pas "la paix, mais au contraire l'intensification des interventions violentes contre les peuples qui en sont les victimes."

Pendant ce temps, les statistiques officielles confirment que le 1% le plus riche de la population a augmenté ses revenus de 87% en dix ans, gagnant pratiquement autant que la moitié des habitants. Tandis que le revenu des plus pauvres a baissé de 5%. (2)

A la question "que veut le président américain?" Béchir Ben Yahmed répond dans Jeune Afrique: "George Bush veut imposer sa loi d'une manière qui ne laisse à personne aucun doute sur qui est le maître du Monde." Et l'Algérien Kheiredine Ameyar précise: "La nature du combat, dans et contre le monde arabe, est le concentré à l'état presque pur des relations internationales qui nous attendent. L'Irak aurait été attaqué, qu'il ait ou non annexé le Koweït. Cette annexion a profité aux USA, car elle leur a donné des prétextes et des justifications, mais le fond du problème est ailleurs

Une leçon destinée à l'ensemble des pays du Sud? Est-ce ainsi qu'il fallait comprendre l'acharnement américain à combattre le "tyran irakien" pour remettre sur son trône le tyran koweïtien? Pour d'aucuns, les USA sont sur ce plan l'intransigeance même. Ils n'examineront aucune autre solution que le rétablissement du statu quo ante intégral, y inclus : ils entendent démontrer à tous ceux qu'ils protègent que même lorsqu'ils ne leur évitent pas la chute, ils sont capables de les remettre en selle.

En Irak, les USA voulaient éviter une solution négociée et tenaient absolument à déclencher la guerre, y compris pour rétablir leur suprématie sur leurs alliés? Zbigniew Brzezinski, ex-conseiller pour la sécurité du président Carter: "Il n'y a qu'une seule superpuissance au monde, ce sont les Etats-Unis. Une superpuissance doit être globale. Politique, économique et militaire. Nous sommes la seule puissance sur tous les plans".

Henry Kissinger, ex-ministre des Affaires étrangères du président Nixon: "Tout retrait quelconque, opéré sans avoir atteint les objectifs poursuivis, serait déshonorant et mettrait fin au rôle stabilisateur des Etats-Unis au Moyen-Orient. De même serait gravement affaibli l'élément à lui seul le plus important qui subsiste dans les relations de l'Amérique avec l'Europe et le Japon, à savoir la contribution de l'Amérique à la défense de ses alliés".

Une Pomme pourrie...

Noam Chomsky (4) aime ironiser sur l'hypocrisie du discours des States. Le département d'état américain des années 50 qualifierait l'Irak de pomme pourrie.

Une pomme pourrie constitue pour le département d'état une menace à la stabilité. Pour Chomsky, par « stabilité » il faut entendre ici « sécurité pour la classe dominante et les grandes sociétés étrangères » ; « menace sur la sécurité désigne tout ce qui pourrait empiéter sur les droits des investisseurs américains ». William Casey, ancien directeur de la CIA, a avoué à Bob Woodward qu'un des objectifs de la campagne américaine contre le gouvernement sandiniste avait été de "ne pas permettre que le Nicaragua existe en tant que modèle d'Etat de gauche » (3)

Au Proche orient et au moyen orient on s'est souvent plu à assigner à la direction locale une façade Arabe ; on intègre les colonies sous le couvert de protectorat , sphère d'influence, état tampon ou autres. Il s'agit de constituer la façade de dictatures familiales qui s'en tiennent à ce qu'on leur dit de faire et garantissent que le flot des bénéfices aboutisse aux USA, à leur client Britannique et aux sociétés du secteur énergétique. Il faut les

protéger au moyen de gendarmes régionaux, non arabes de préférence (Israël, Turquie, Iran du Shah d'Iran, Pakistan) avec en réserve la force Britannique et américaine. Le système on longtemps fonctionné avec efficacité.

Néo-colonialisme?

Dans cette perspective néo-colonisatrice, les régimes radicaux, indépendants ou nationalistes sont indésirables en eux mêmes: surtout s'ils s'avèrent une réussite. Dans ce cas ils deviennent un virus, une pomme pourrie qui pourrait gâcher tout le lot : ils sont considérés comme des dominos, qui pourraient en faire basculer d'autres (Oxfam, comme Chomsky (4), appelle ceci "la menace du bon exemple). Quand on découvre un virus, il faut le détruire et immuniser ceux qui risquent d'en être victimes . La menace primordiale contre le Nouvel Ordre dirigé par les USA est le nationalisme du Tiers monde, appelé « ultranationalisme ». Ce sont des régimes répondant aux exigences populaires en faveur d'une amélioration immédiate du niveau de vie des masses et d'une production axée sur les besoins domestiques. Les planificateurs voient à ce que ces régimes n'existent pas ou sinon, de les écarter et d'installer à leur place des gouvernements qui favoriseront les investissements privés étrangers, la production axée sur l'exportation et le droit de réinvestir les profits hors du pays. Les USA s'attendent à devoir compter sur la force, et nouent des alliances avec les militaires- « les moins antiaméricains de tous les groupes politiques en Amérique latine », de sorte qu'on peut leur faire confiance pour écraser tous les groupes populaires indigènes qui échapperaient à leur contrôle. Une étude du système interaméricain publiée par (RIIA), Royal Institute of International affairs) à Londres concluait : « Alors que les USA ne s'intéressent à la démocratie que pour la forme, leur véritable engagement va à « l'entreprise privée et capitaliste ». Lorsque les droits des investisseurs sont menacés, la démocratie doit s'effacer. Des gouvernements parlementaires furent supprimés ou renversés, avec le soutien des américains et parfois même leur intervention directe : ce fut le cas en Iran en 1953, au Guatemala en 1954 (et en 1953), au Brésil en 1964, au Chili en 1973, etc...

On en revient à la théorie de la pomme pourrie (4), les USA ne tolèrent pas le bon exemple. Concernant le renversement de la démocratie guatémaltèque en 1954, on fit remarquer : « le Guatemala est devenu une menace grandissante pour la stabilité du Honduras et du Salvador. Sa réforme agraire est une puissante arme de propagande ; son vaste programme social d'aide aux ouvriers et aux paysans dans leur lutte victorieuse contre les classes supérieures et les grandes entreprises étrangères exerce un attrait puissant sur les populations de ses voisins d'Amérique centrale où prévalent des conditions similaires ».

Une œuvre civilisatrice...

Ce désir de contrôler l'économie mondiale afin de s'assurer un contrôle des ressources mondiales se traduit dans les faits par des interventions, directes ou non, dans des conflits armés ou coups d'Etat. Pour inclure de nouveaux pays du « Tiers Monde » dans la « Grande région 1 » dominée par les Etats-Unis, la violence a souvent été de mise. En Indonésie, par exemple, où plus d'un demi-million de personnes sont tuées en quatre mois lors d'un coup d'Etat appuyé (et probablement inspiré) par les EU en 1965, au Timor Oriental, où 200 000 personnes ont été tuées depuis 1975 au cours d'une invasion indonésienne, exécutée avec l'appui militaire et diplomatique des EU. En Amérique centrale, où près de 200 000 personnes ont été tuées, après avoir été torturées par des gouvernements « clients » des EU. Que dire encore de la guerre du Viêt-nam, de Corée, de l'invasion du Guatemala et de l'intervention de la CIA dans nombre de coups d'Etat sanglants. Chomsky (4) montre que ces conflits sont pour la plupart dictés par la politique de la « pomme pourrie » visant à éliminer toute tentative alternative pouvant fonctionner (comme au Guatemala 2) pour éviter que la « pourriture 3 » ne se propage. Ces « mises au pas » étant le plus souvent justifiées par « la défense de la liberté » contre « l'ennemi intérieur » et autres discours pompeux officiels cachant mal leur principal but, l'annexion des richesses par les EU.

Le sang versé est la tasse de thé des géants de la foire... (6)

Beaucoup d'analystes affirment qu'une autre raison qui pourrait expliquer l'agression que préparent les Américains serait « les pressions du lobby industrialo-militaire. . C'est un lobby qui est très fort aux Etats-Unis et qui a des ramifications dans l'administration Bush notamment auprès de Dick Cheney, le vice-président, et de Donald Rumsfeld, le secrétaire américain à la Défense, rappelle-t-il. Sachant que ce groupe de pression est lié au lobby pétrolier, je crois que ce sont les deux fauteurs de guerre principaux ». Charles Saint-Prot s'élève donc contre les raisons officielles invoquées par les Etats-Unis pour justifier leur attaque sur Bagdad. On a beaucoup dénoncé "l'appareil militaro-industriel irakien". On n'a moins parlé du complexe militaro-industriel américain, qui est infiniment plus puissant.

Pendant des décennies, la production d'armes sophistiquées d'extermination massive a été justifiée par la "menace soviétique". Après l'effondrement de l'URSS, tombe du ciel une "menace" irakienne sur l'Occident. Pour maintenir le niveau élevé des dépenses d'armements, la démonisation de l'Irak, c'est providentiel. Est-ce là des obsessions de gauchistes ou de pacifistes dogmatiques? Mais le président de la société française d'armement GIAT ne dit rien d'autre: "Une chance après des années de marasmes, la conjoncture est bonne. Tout le monde a pensé, à tort, que la détente entre l'Est et l'Ouest allait nuire aux ventes d'armements, sauf les professionnels, qui ont estimé que la tension entre Etats-Unis et l'Union-soviétique n'assurant plus son rôle de grand policier du monde, cela allait libérer d'autres tensions et d'autres marchés.

Après la 1ere guerre du Golfe, par leurs achats de matériel militaire, le Koweït et l'Arabie Saoudite ont expédié au cours de la dernière décennie des dizaines de milliards de dollars dans les caisses des marchands d'armes des économies capitalistes (5). La valeur totale des armements amassés dans le Golfe équivalait au montant de

toute la dette du tiers monde. Un seul jour de bombardement sur l'Irak, durant la première guerre du Golfe représentait le prix de dix hopitaux équipés et un seul raid d'avion Jaguar aurait permis de construire un collège de cinq cents places. Mi-septembre 90: George Bush annonce une vente d'armes à l'Arabie Saoudite: 20 milliards de dollars (que le Congrès réduira à 7,5 milliards). En février 91: Le Pentagone annonçait qu'en 1991, les ventes d'armes américaines battent leurs records: 33 milliards de dollars dont plus de la moitié au Moyen-Orient ; en 1991 Un discours de George Bush Senior appelait à "mettre fin à la prolifération des armes conventionnelles et non conventionnelles" dans cette région, mais Dick Cheney annonçait de nouvelles et importantes ventes d'armes à Israël et aux Emirats arabes unis. En un an de discours sur le désarmement, l'administration Bush Senior vendra alors au Moyen-Orient pour plus de 15 milliards d'armements.

Oooh, le bel uniforme...

La guerre actuelle est notamment le résultat des pressions d'un lobby basé aux USA, le "Comittee for the Liberation of Iraq", créé très récemment, le 17 Novembre 2002. Ce comité est présidé par Bruce K. Jackson, Vice-Président depuis 1994 du groupe d'armement Lockheed Martin, la société qui fabrique l'avion de combat F16. Bruce K. Jackson est également l'organisateur de la campagne de George W. Bush, et l'un des dirigeants du lobby de l'élargissement de l'OTAN aux pays de l'Est.

En 21 mois, l'administration Bush a déjà réclamé plus de 150 milliards de dollars de nouvelles dépenses pour l'armement, alors que les dépenses pour la sécurité interne ont doublé : passant de 18 à 38 milliards. La concentration dans l'industrie de l'armement s'est opérée à un rythme soutenu. On retrouve donc parmi les allocataires des rentes budgétaires un nombre restreint de sociétés : Lockheed Martin (constructeur du F-16, du F-22 Raptor, du AC-130 et du futur Joint Strike Fighter/F-35), General Dynamics (technologies de guidage pour divers types d'armes), Boeing et sa division McDonnell Douglas (transporteurs et bombes « intelligentes » : les Joint Direct Attack Munition), Raytheon (les missiles Tomahawk, Tow, Maverick, Javelin et les bombes anti-bunker GBU-28...), Northrop Grumman (le bombardier B-2, le F-14, le Global Hawk, avion sans pilote...), TRW (Thompson-Ramo-Wooldridge, spécialisé dans les systèmes de communication), Bechtel (constructeur de sites en tous genres dans le Nevada comme en Arabie saoudite ou au Qatar). A cela, il faut ajouter un grand nombre de laboratoires (Los Alamos, Livermore...) et des universités. Voilà de quoi subventionner, sans « distordre la libre concurrence », des secteurs entiers de l'industrie américaine, au grand dam des compétiteurs européens. La suprématie technologique est un facteur important de la stratégie impérialiste et la puissance militaire permet d'imposer des contrats de vente de systèmes d'armement américains, de la Corée du Sud à l'Australie (7). Les vedettes du lobby militaire dans l'administration Bush rivalisent avec celles du secteur pétrolier. Dick Cheney, le vice-président, était membre de la direction d'un organisme fort influent dans le domaine de l'armement : le Center for Security Policy. Sa femme, Lynne Cheney, siégeait au conseil d'administration de Lockheed Martin et recevait 120 000 dollars pour quatre réunions annuelles. Donald Rumsfeld, secrétaire à la Défense, a durant de longues années été associé au Center for Security Policy et membre de deux commissions ayant en charge l'étude sur le bouclier antimissile et la militarisation de l'espace. Stephen Hadley, membre actuel du Conseil national de sécurité, travaillait auprès de la firme d'avocats représentant Lockheed Martin. Pete Aldrige, sous-secrétaire à la Défense, chargé des achats, vient de chez McDonnell Douglas Electronics Systems (PdG de 1988 à 1992), puis d'Aerospace Corporation, qui est en 33e position parmi les fournisseurs du Pentagone. Robert Joseph, assistant spécial du président Bush, était déjà présent dans l'administration de Bush père et de Reagan et disposait d'une grande influence dans la National Defense University qui entretient des liens étroits avec l'industrie d'armement. Paul Wolfowitz, sous-secrétaire d'Etat à la Défense, a été ambassadeur américain en Indonésie de 1986 à 1989 (sous la dictature de Suharto), puis sous-secrétaire à la Défense, aux côtés de Dick Cheney sous Bush père. Il a aussi servi de consultant pour Northrop Grumman. Stephen Cambone, un des hommes de Rumsfeld pour traduire les choix militaires en postes budgétaires (il est directeur de Bureau de programmation), fut un des directeurs de recherche à la National Defense University. Richard Perle, président du Defense Policy Board, organisme de liaison entre l'administration présidentielle et le Pentagone, est réputé pour son ardeur en faveur d'une intervention militaire en Irak. Il a servi sous Reagan et enseigne toujours auprès de l'Institut des entreprises américaines : American Enterprise Institute. Peter B. Teets, sous-secrétaire responsable des forces aériennes, était président de Lockheed Martin de 1997 à 1999. Il commença sa carrière chez Martin Marietta (firme de Denver qui fusionna avec Lockheed en 1995). Gordon England, secrétaire aux forces navales, a été vice-président de General Dynamics de 1997 à 2001. Enfin, Le nouveau proconsul de l'Irak, le général en retraite Jay Garner, en charge du Bureau de reconstruction et d'aide humanitaire, n'est pas seulement le PDG en congé sans solde de la société «SY Coleman», qui a fourni une assistance technique au système américain de missiles antimissiles Patriot. Il serait aussi l'émanation d'un puissant groupe industriel, «L-3 Communications», coté sur le New York Stock Exchange, qui possède, outre «SY Coleman», le fleuron du mercenariat d'entreprise américain: la société MPRI («Military Professional Resources Inc.»). Selon le «Glasgow Sunday Herald», le vice-président du National Group, une branche de MPRI, le général Jerry Bates aurait d'ailleurs été chargé par Garner des opérations logistiques dans la nouvelle administration américaine de l'Irak. (8)

Frank Furet, Banc Public N° 120, mai 2003

www.bancpublic.be

-
- (1) Discours de George Bush Senior , 8 août 90
 - (2) Les buts de guerre dont on ne vous a pas parlé
 - (3) Bob Woodward, The Secret Wars of the CIA, 1981-1987
 - (4) Noam Chomsky, L'an 501, la conquête continue
 - (5) Frédéric Clairmonte, Le Monde Diplomatique, avril 91
 - (6) Brigitte Fontaine, in Noir désir « Des visages et des figures»
 - (7) «Gripes Over U.S. Grip on Arms Trade », Far Eastern Economic Review, 26 septembre 2002
 - (8) Les mercenaires du Pentagone entrent dans l'Irak de Jay Garner, La Libre Belgique du 21/04/2003